

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Supplément du RI n° 488 • mai-juin 2021 • fr.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,20 €

APRÈS UN AN DE PANDÉMIE

L'incurie criminelle de la bourgeoisie se poursuit

Après plus d'un an de pandémie mondiale, des milliers de personnes perdent encore chaque jour la vie. Alors que la situation demeure préoccupante en Europe, une nouvelle "vague" submerge déjà l'Amérique latine et le sous-continent indien. Officiellement, le Covid-19 aura, à ce jour, coûté la vie à plus de 3 millions de personnes, mais il est de notoriété publique que certains États, comme la Chine ou de nombreux pays d'Afrique, ont considérablement sous-évalué le nombre de décès et que les "dommages collatéraux" (dus aux reports d'opération ou aux patients renonçant à se faire soigner, par exemple) n'ont pas été intégrés aux statistiques officielles des grandes démocraties.

Quant aux campagnes de vaccination, elles demeurent empêtrées dans un chaos logistique effarant : entre les conflits totalement irrationnels entre

États pour mettre la main sur les stocks disponibles et les vaccins douteux (comme ceux des laboratoires chinois), le "bout du tunnel", comme se plaît à le répéter le gouvernement français, est encore loin. Si la production de vaccins commence lentement à s'accélérer dans les pays centraux du capitalisme, beaucoup de zones périphériques en seront privées encore longtemps, augmentant encore le risque de voir émerger de nouveaux variants meurtriers et de nouvelles "vagues" résistantes aux vaccins actuellement déployés. La flambée de contaminations au Brésil, en Europe ou en Inde, et la multiplication consécutive des variants font, d'ailleurs, craindre la pire des catastrophes.

À la gestion lamentable de la pandémie s'ajoute l'ombre de la crise. Les mesures de "confinement" n'ont bien sûr pas cessé, plongeant des

millions de personnes dans une détresse économique, sociale et psychologique d'une rare intensité.⁽¹⁾ La récession économique est sans commune mesure depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : le PIB mondial a chuté de 3,4% en 2020 selon l'OCDE. Trois fois plus qu'après la crise de 2008 ! Inévitablement, les licenciements se multiplient et le chômage explose. Les populations les plus fragiles (les chômeurs, les précaires, les personnes âgées sans ressource, les sans-papiers, les étudiants...) sont non seulement les plus touchées par la pandémie, mais voient aussi leurs conditions d'existence déjà difficiles se dégrader davantage.

Les mesures économiques d'urgence d'une ampleur

1) Cf. "Isolement, surexploitation, souffrances psychiques... Le capitalisme est une torture pour l'humanité", p. 3.

exceptionnelle (les États-Unis ont décidé d'injecter plus de 4000 milliards dans l'économie) ont, pour le moment, permis de freiner quelque peu la catastrophe dans les pays les plus riches. Mais, déjà, sans prendre en compte le risque de voir se répandre un nouveau variant incontrôlable ou de voir les États répondre à nouveau aux crises sanitaire et économique sans aucune concertation,⁽²⁾ la "reprise" s'annonce poussive, particulièrement en Europe et en Amérique latine. La crise, avec son cortège de chômage de masse, d'attaques et de misère, est encore devant nous !

L'ensemble des États se sont révélés incapables de faire face à la situation

2) Même si, ponctuellement, on a pu voir l'Union européenne tenter une approche plus collective dans la réponse à la crise économique.

et se sont vautrés dans le chacun-pour-soi le plus irrationnel. Alors que chaque pays cherchait à mettre en place sa politique sanitaire, en espérant limiter la casse sur le plan économique par rapport aux concurrents, les institutions internationales comme l'OMS, censée "rationaliser" un tant soit peu les rapports entre nations concurrentes pour éviter une telle situation de chaos, ont été mises de côté sans ménagement. Alors que les laboratoires pharmaceutiques auraient au moins dû mutualiser leurs moyens pour développer un vaccin le plus rapidement possible,⁽³⁾ nous avons assisté à une déplorable guerre entre États à la fois dans la "course au vaccin" mais également dans la distribution : quand le Royaume-Uni, par exemple, faisait son maximum pour retenir ses vaccins sur son territoire, la Chine ou la Russie inondaient les pays pauvres avec leur potion magique douteuse à des fins ouvertement impérialistes.

L'incurie de la bourgeoisie française

La France, qui s'enorgueillissait, au début des années 2000, de posséder le "meilleur système de santé du monde" et des laboratoires parmi les plus prestigieux, s'est révélée être l'un des pays les plus en difficulté. Mais, contrairement à la propagande concentrant les critiques sur la gestion à coups de menton du président de la République, et bien que le gouvernement ait parfois fait preuve d'un amateurisme déconcertant, il est clair que la bourgeoisie française, comme dans l'ensemble des États, est surtout empêtrée dans les contradictions du système capitaliste.

La capacité de la bourgeoisie à faire face à ce type de crise est de plus en plus réduite. Dans la concurrence acharnée que se livre chaque nation, les gouvernements successifs ont dû opérer partout des coupes budgétaires

3) À défaut d'avoir effectué les recherches en amont. Rappelons que la France avait, dès 2004, presque abandonné les recherches sur les coronavirus jugés trop peu rentables. (Cf. "Face aux coronavirus, énormément de temps a été perdu pour trouver des médicaments", *Le Monde* du 29 février 2020).

(suite page 2)

Non au poison de la division entre les générations ouvrières !

Les jeunes sont "responsables de la propagation du Covid-19", voilà ce qu'affirmait, en août 2020, l'OMS et, derrière elle, toutes les bourgeoisies et tous les médias de la planète. En France aussi donc, et sans honte, Macron & co. ont dénoncé le prétendu égoïsme des jeunes, braquant tous les projecteurs sur le moindre rassemblement festif. Évidemment, il y a là une grosse ficelle, celle de tenter de masquer les vraies causes de l'hécatombe : la gestion anarchique de la pandémie au niveau international, chaque nation agissant en solo, à l'image de la guerre des masques et des vaccins, la destruction des systèmes de soin depuis des décennies engendrant une insuffisance du nombre de lits, de médecins, d'infirmiers, d'aide-soignants, etc. Mais cette mise en accusation de la jeunesse cache aussi une attaque idéologique plus sournoise et plus profonde. Par son discours, la bourgeoisie tente de distiller dans les veines de la classe ouvrière le poison de la division.

Parallèlement, la classe dominante a mis en avant son hypocrite préoccupation pour la "génération sacrifiée", pour, cette fois, dresser les jeunes contre les vieux. Selon cette façon de voir, les vieux devraient être les seuls à devoir se confiner puisqu'ils courent le plus de risque de mourir. Des débats à la télévision ont même eu lieu sur le thème : "est-il normal que toute la société se fige alors qu'il suffirait d'isoler les vieux ?"

À l'image de son système, voilà ce que la bourgeoisie a à offrir : la division et la concurrence, la guerre de tous contre tous, le chacun-pour-soi ! Et le capitalisme n'a donc rien de plus en horreur que la solidarité ouvrière. La bourgeoisie saisit chaque occasion pour tenter d'enfoncer des coins, diviser et diviser encore, rejoignant à l'écoeurement la guerre des générations, afin d'amoindrir ce qui fait la force de notre classe, la capacité à se serrer les coudes, à lutter les uns pour les autres.

En 2006, le gouvernement Villepin fait voter une loi contenant un nouveau contrat de travail, le "contrat première embauche" (CPE) qui s'adresse en particulier aux jeunes entrant sur le marché du travail et offrant à l'employeur la possibilité de rompre le contrat pendant les deux premières années, sans indemnité ni droit au chômage. Cette profonde précarisation des jeunes travailleurs soulève un mouvement de colère parmi notamment les étudiants qui, pour beaucoup, goûtent déjà à l'exploitation capitaliste à travers leurs "petits boulots". Rapidement, le mouvement étudiant se voit rallié par les générations de travailleurs aussi bien en activité, qu'au chômage ou à la retraite, tous refusant de voir les jeunes soumis à des conditions de vie aussi précaires et angoissantes. C'est cette solidarité entre les générations de prolétaires qui va donner une dynamique particulière à la lutte et conduire le gouvernement à retirer cette disposition de la loi

"Égalité des chances" (sic).

C'est aussi cette solidarité entre les générations qui s'est exprimée au cours d'une grève de trois jours à New York pendant la période de Noël 2005. Des employés du métro se sont dressés contre le projet de la direction d'attaquer le système de retraite en mettant en avant qu'ils se battaient avant tout pour ne pas "trahir ceux qui ne sont pas encore nés" et pour défendre l'avenir des futures générations de prolétaires.

Plus récemment, en France, à la rentrée 2019, un projet de loi de réforme des retraites produit un fort mouvement de rejet dans les rangs de la classe ouvrière, conduisant les syndicats à organiser, en décembre, une première journée de manifestations, qui sera suivie par plusieurs autres jusqu'au début de l'année 2020. Ces manifestations ont vu une fréquentation bien plus large que celle qui aurait pu être attendue. En effet, au-delà des travailleurs concernés par la réforme (en fait, les générations les plus jeunes), beaucoup d'ouvriers plus âgés, "échappant" à la réforme, mais aussi beaucoup de retraités, sont venus manifester leur colère et leur refus de voir les jeunes générations sacrifiées sur l'autel de la crise capitaliste.

Pour l'ensemble de l'humanité, la jeunesse symbolise le futur, la continuité de notre espèce et de la civilisation. Pour la classe ouvrière, porteuse d'une tâche historique révolutionnaire, c'est bien plus que cela. Les conditions subies et promises aux

jeunes prolétaires sont un marqueur palpable de la dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière. Les vieux travailleurs qui ont sué toute une vie pour en retirer juste de quoi faire vivre leur famille refusent que les jeunes générations aient à subir des conditions encore pires. Pour la classe ouvrière, la jeunesse représente l'espoir de pouvoir transformer ce monde et quand on s'attaque à elle, on s'attaque à cet avenir. La solidarité entre les générations de prolétaires est alors capable d'orienter les luttes non pas seulement contre le présent et ses attaques immédiates, mais aussi pour le futur en vue de construire une autre société, lui donner une dynamique de transformation en profondeur du monde d'aujourd'hui pour construire celui de demain.

Il faut donc rejeter le poison de la division entre les générations distillé par la bourgeoisie, il faut développer les liens et la solidarité entre tous les secteurs et toutes les générations de la classe ouvrière. Particulièrement, la génération qui a signé le retour de la classe ouvrière à l'avant-scène de l'histoire en 1968 (après 50 ans de contre-révolution) et qui a accumulé dans les luttes des années 1970 et 1980 une précieuse expérience, doit en tirer des leçons indispensables et les transmettre aux nouvelles générations pour poursuivre le combat révolutionnaire de la classe ouvrière.

GD, 16 avril 2021

Dans ce supplément

<i>La destruction du système de soins continue.....</i>	2
<i>Pandémie dans les écoles, symbole de l'hypocrisie de la bourgeoisie</i>	3
<i>Isolement, surexploitation, souffrances psychiques... Le capitalisme est une torture pour l'humanité</i>	3
<i>La bourgeoisie toujours plus vulnérable face au populisme. 4</i>	

Après un an de pandémie...

pour maintenir la compétitivité de l'appareil productif national, pour diminuer les charges des entreprises privées ou accroître la rentabilité des entreprises publiques. Le secteur de la santé n'a pas été épargné : en une vingtaine d'années, le nombre de lits d'hôpitaux a diminué de 100 000⁽⁴⁾ alors que la population augmentait de plus de 5 millions sur la même période ! Les coupes budgétaires dans la recherche et la diminution du personnel médical n'ont jamais cessé. Même les stocks de masques ont fait l'objet d'économies drastiques, obligeant le gouvernement à des contorsions grotesques pendant de nombreux mois afin de dissimuler le fait que l'État n'était plus en mesure de protéger la population. La bourgeoisie a ainsi dû affronter une pénurie, non seulement de masques, mais aussi de tests, de respirateurs et même de seringues au début de la campagne de vaccination !

Cette dernière s'est d'ailleurs révélée être une véritable catastrophe. Alors que l'Union européenne comptait en partie sur les vaccins français et que le gouvernement avait tout misé sur leur production, l'État français s'est trouvé impuissant dans la "course au vaccin". Tandis que la recherche recule, les "cerveaux" (dans le secteur pharmaceutique mais dans bien d'autres également) fuient depuis de nombreuses années à l'étranger en

4) Cf. le Panorama de la DRESS de 2019 et un rapport de la DRESS publié la même année.

La destruction du système de soins continue

Il y a un an, Emmanuel Macron promettait pour l'hôpital "un plan massif d'investissement et de revalorisation de l'ensemble des carrières", assurant apporter une réponse "profonde et dans la durée". Alors, que s'est-il passé depuis ?

– Au Centre Hospitalier d'Aix-en-Provence, 60 lits de médecine et de chirurgie ont été fermés.

– Au Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Grenoble au 30 mars 2020, 43 lits de réanimation et 37 lits de soins critiques ont disparu. Des fermetures sont en cours de discussion à Voiron et à l'Hôpital Sud.

– À Lyon, à l'hôpital Edouard-Herriot, ont été fermés 59 lits de chirurgie, 15 lits de gériatrie, 47 lits de médecine.

– Au Centre Hospitalier Vinatier dans le Rhône, 151 lits ont été fermés.

– En région parisienne, la fusion des trois établissements hospitaliers de Juvisy, Longjumeau et Orsay va entraîner la fermeture 600 lits d'hospitalisations.

– À Paris, la fusion des hôpitaux Bichat (18^e arrondissement) et Beaujon (Clichy) dans un hôpital unique à Saint-Ouen signifie de fait la fermeture de ces deux hôpitaux parisiens, après celles du Val-de-Grâce et de l'Hôtel-Dieu. Concrètement, cela va induire la suppression de 400 lits et de 1000 postes de travail !

– À Privas, la maternité a fermé.

– Au CHU de Reims, la fermeture de 184 lits est en cours.

– Au CHU de Nancy, 78 lits ont déjà été fermés et 204 postes de travail, tous grades confondus, ont déjà été supprimés sur l'objectif de 179 lits fermés et 598 postes supprimés d'ici 2024.

– Au CHU de Tours, la fermeture de 360 lits est programmée d'ici à 2026.⁽¹⁾

À cette hécatombe s'ajoutent les conséquences désastreuses de la réforme de l'enseignement supérieur (*Parcours sup*) et de la réforme du premier cycle : le nombre de médecins en formation est en chute libre. Et que dire de la "nouvelle médecine" peu à peu mise en place : développement de la téléconsultation, notamment par la mise en place de télécabines dans les pharmacies ; explosion de l'hospitalisation à domicile ou en

1) Source : syndicat des médecins hospitaliers *Force Ouvrière*.

quête de meilleures rémunérations et de meilleures conditions de travail, rendant des fleurons, comme l'Institut Pasteur, incapables de rivaliser avec les grands laboratoires étrangers. Cet échec illustre à quel point la France tend désormais à être reléguée au second rang parmi les grandes puissances.

La campagne de vaccination, affaiblie par l'absence de vaccins français, s'est empiétrée dans un incroyable chaos logistique. Entre la pénurie de doses, de super-congélateurs, de personnels et de seringues, la bureaucratie française a fait la démonstration de sa lourdeur et de sa lenteur proverbiale. Nous avons ainsi assisté à une véritable guérilla entre les différents échelons de l'administration : les Régions, les Départements, voire les communes se sont écharpés pour mettre la main sur quelques doses. Même au sommet de l'État, les différents ministères sont régulièrement en concurrence pour obtenir des vaccins supplémentaires.

Cette cacophonie, le gouvernement n'a cessé de l'alimenter. N'ayant à sa disposition que la méthode moyen-âgeuse du confinement pour lutter contre la pandémie, Macron et sa fine équipe se sont trouvés coincés entre, d'un côté, la nécessité de "faire tourner l'économie", limiter les dégâts psychologiques de l'arrêt de la vie sociale et, de l'autre, éviter l'implosion du système de santé. La bourgeoisie a ainsi dû naviguer à vue et s'est prise plusieurs fois les pieds

dans le tapis en annonçant des confinements qui n'en avaient que le nom et des mesures de contrôle ubuesques avant de rétro-pédaler à la dernière minute. C'est ce que le gouvernement appelle une "politique pragmatique". Il a fini par se contenter de mesures visant à "vivre avec la pandémie" en acceptant cyniquement des centaines de morts par jour, tout en cherchant à éviter l'explosion des cas et la saturation des hôpitaux.

Mais le pari de Macron, fin janvier, qui s'est obstiné, contre l'avis de tous les spécialistes et contrairement à la grande majorité des pays voisins, à ne pas confiner, s'est transformé en véritable fiasco : face à une nouvelle explosion des contaminations, les services de réanimation ont à nouveau été saturés ! À ce jour, plus de 30 000 personnes sont hospitalisées.

Ce faisant, le président français, chantre de la "lutte contre le populisme", a fini par apporter sa petite contribution à la remise en cause de la science et ne s'est pas privé de lancer publiquement des *fake news* éhontées pour tenter de justifier sa politique et freiner son discrédit.⁽⁵⁾

5) Cf. "La bourgeoisie toujours plus vulnérable face au populisme", p. 4.

La classe ouvrière paie le prix de la crise

Macron et ses ministres répètent néanmoins à longueur de journée qu'ils ont "tiré les leçons de cette douloureuse expérience", que "rien ne sera comme avant". Quel mensonge ! Alors que la pandémie fait encore rage, les lits d'hôpitaux ne cessent encore d'être supprimés.⁽⁶⁾ Les conditions de travail du personnel médical demeurent épouvantables : même les internes sont parfois contraint de travailler jusqu'à 90 h par semaine. Les démissions, les *burn out* et les suicides à l'hôpital ont explosé !

Mais le personnel soignant n'est pas la seule victime de la gestion calamiteuse de la pandémie : tandis que les étudiants ou les personnes âgées croupissent dans la solitude et bien souvent la misère, la bourgeoisie exerce une énorme pression sur les salariés afin d'accroître les cadences de travail et les contraindre à prendre tous les risques pour aller travailler. Le gouvernement s'est ainsi refusé pendant plusieurs mois à fermer les établissements scolaires au nom de "l'égalité des chances" et de la "lutte

6) Cf. "La destruction du système de soins continue", ci-dessous.

contre le décrochage scolaire".⁽⁷⁾ Bien sûr, la bourgeoisie a besoin de former un minimum sa main d'œuvre, mais il n'a échappé à personne que le "décrochage scolaire" n'était qu'un prétexte mensonger pour envoyer les parents au turbin.

La bourgeoisie sait parfaitement que les conditions qui ont contribué à la gestion désastreuse de la pandémie n'ont pas disparu et se sont même considérablement renforcées ces derniers mois. Elle sait aussi que face à la crise et aux attaques, la classe ouvrière finira tôt ou tard par réagir. C'est pour cette raison qu'elle ne cesse de diviser les prolétaires en opposant les jeunes "irresponsables" aux vieux "égoïstes", les travailleurs "en première ligne" aux télétravailleurs "privilégiés"...⁽⁸⁾ Pour lutter contre le capitalisme à bout de souffle, devenu une entrave même à la sécurité sanitaire de l'humanité, la classe ouvrière devra au contraire cultiver sa solidarité et son unité !

EG, 17 avril 2021

7) Cf. "Pandémie dans les écoles, symbole de l'hypocrisie de la bourgeoisie", p. 3.

8) Cf. "Non au poison de la division entre les générations ouvrières !", p. 1.

La pandémie du COVID-19 révèle le délabrement du capitalisme mondial (extraits)

Depuis plus d'un an toutes les bourgeoisies du monde sont en prise avec l'épidémie de coronavirus, sans qu'une sortie de tunnel soit aujourd'hui réellement en vue. Jusqu'à présent, c'étaient les pays les plus pauvres et sous-développés qui payaient le plus lourd tribut aux maladies, épidémiques ou endémiques. Ce sont maintenant les pays les plus développés qui sont ébranlés dans leur fondation par la pandémie de Covid-19.

Il y a plus d'un siècle, l'éclatement de la Première Guerre mondiale signifiait l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence. L'effondrement du bloc de l'Est et la dissolution de celui de l'Ouest en 1990 et l'onde de choc mondiale qui s'ensuivit, avec des bouleversements considérables, constituaient des symptômes de la désagrégation mondiale de la société, signaient l'entrée du capitalisme dans la phase ultime de sa décadence, celle de sa décomposition. [...]

L'agonie du capitalisme dans sa phase finale de décomposition empesté la société

Des millions d'ouvriers ont été jetés brutalement au chômage dans le monde, la pauvreté s'est étendue et approfondie de façon considérable. Cernées par les dangers de la contagion, la réalité du chômage et la plongée dans la pauvreté, des parties importantes de la population mondiale, de grandes masses précarisées, sont tombées dans le désespoir. Dans les métropoles industrialisées, l'isolement forcé résultant des diverses mesures de confinement a des conséquences sur la santé mentale des populations, ce dont témoignent l'engorgement des services psychiatriques et l'augmentation des suicides.

Si, pour des fractions importantes de la classe ouvrière, la situation résultant de la pandémie constitue un acte d'accusation sans appel de la bourgeoisie, pour des parties significatives de la population, toute réflexion est par contre polluée par toutes sortes de théories complotistes. C'est le cas notamment aux États-Unis, le pays le plus développé du monde, à l'avant-garde de la science. Alors que la pandémie avait déjà commencé à déferler sur le continent américain, une grande partie de la population aux États-Unis s'imaginait que le Covid-19 n'existait pas et que c'était un complot pour torpiller la réélection de Trump ! D'autres versions, moins outrancières mais tout aussi illustratives de théories fantasques, ont fleuri, voyant derrière les mesures de restriction de la liberté de mouvement, la main de ceux qui nous manipulent, cherchant un prétexte pour nous "confiner" ou permettre aux compagnies pharmaceutiques de faire leur beurre. Des manifestations ont eu lieu sur ce thème dans certains pays. En Espagne, des participants scandaient "les hôpitaux sont vides", et en Israël, ce sont des juifs ultraorthodoxes qui manifestaient. L'extrême-droite s'est aussi invitée à certaines de ces manifestations, aux Pays-Bas en particulier. [...]

Cette crise est le produit de la phase actuelle de décomposition au sein de la décadence du capitalisme et une illustration de ses manifestations. Perte de contrôle de la classe dominante sur son propre système, aggravation sans précédent du chacun-pour-soi, montée des thèses et idéologies les plus irrationnelles, tels sont les traits marquants de la situation créée par l'irruption de cette pandémie. Depuis l'effondrement du bloc de l'Est, elles ont envahi la société, se signalant par la montée des idéologies les plus irrationnelles, réactionnaires et obscurantistes, la montée du fanatisme religieux à la base de l'État islamiste et ses jeunes kamikazes

embrigadés dans la "Guerre sainte" au nom d'Allah.

Toutes ces idéologies réactionnaires ont été aussi le fumier qui a permis le développement de la xénophobie et du populisme dans les pays centraux, et surtout aux États-Unis. Celui-ci a connu une culmination avec la prise d'assaut du Capitole, le 6 janvier, par les troupes de choc de Trump. Cette attaque ahurissante contre le temple de la démocratie américaine a donné au monde entier une image désastreuse de la première puissance mondiale. [...]

L'accumulation de toutes ces manifestations de la décomposition, à l'échelle mondiale et sur tous les plans de la société, montre que le capitalisme est bien entré, depuis trente ans, dans une nouvelle période historique : la phase ultime de sa décadence, celle de la décomposition. Plus que jamais, la survie de l'humanité dépend de la capacité du prolétariat de renverser le capitalisme avant qu'il ne rende impossible toute forme de vie en société sur la planète. [...]

La transformation communiste est nécessaire, et la révolution est possible !

Nous avons jusqu'à maintenant mis l'accent sur les dangers que la décomposition du capitalisme faisait courir à la société et à la possibilité même de la révolution prolétarienne. C'était notre responsabilité car il appartient aux révolutionnaires de parler clairement à la classe ouvrière sans lui masquer les difficultés auxquelles elle va être confrontée. Mais il leur appartient aussi, en particulier face au scepticisme ambiant, de montrer qu'il existe la possibilité d'une issue révolutionnaire à la situation actuelle. Celle-ci résultera d'une part du fait que, bien que connaissant des difficultés importantes, la classe ouvrière n'a pas subi de défaite importante, l'empêchant de réagir, comme dans les années 1930, aux attaques de la bourgeoisie. Et celles-ci pleuvent déjà, et ce n'est qu'un début.

En effet, la crise sanitaire ne peut qu'aggraver encore plus la crise économique. Et on le voit déjà avec les faillites d'entreprises, les charrettes de licenciements depuis le début de cette pandémie. Face à l'aggravation de la misère, à la dégradation de toutes ses conditions de vie dans tous les pays, la classe ouvrière n'aura pas d'autre choix que de lutter contre les attaques de la bourgeoisie. Même si, aujourd'hui, elle subit le choc de cette pandémie, même si la décomposition sociale rend beaucoup plus difficile le développement de ses luttes, elle n'aura pas d'autre choix que de se battre pour survivre. Avec l'explosion du chômage dans les pays les plus développés, lutter ou crever, voilà la seule alternative qui va se poser aux masses croissantes de prolétaires et aux jeunes générations !

C'est dans ses combats futurs, sur son propre terrain de classe et au milieu des miasmes de la décomposition sociale, que le prolétariat va devoir se frayer un chemin, pour retrouver et affirmer sa perspective révolutionnaire.

Malgré toutes les souffrances qu'elle engendre, la crise économique reste, aujourd'hui encore, la meilleure alliée du prolétariat. Il ne faut donc pas voir dans la misère que la misère, mais aussi les conditions du dépassement de cette misère.

L'intégralité de cet article a été publiée dans la *Revue Internationale* n° 166, également disponible sur le site internet du CCI.

Pandémie dans les écoles, symbole de l'hypocrisie de la bourgeoisie

"N'oublions pas ce qui marche et fait notre fierté : aucun pays de l'Union européenne n'a autant laissé les écoles ouvertes que la France",⁽¹⁾ clairognait fièrement Clément Beaune, secrétaire d'État chargé des affaires européennes. Effectivement, selon l'UNESCO, la France n'a fermé ses écoles que pendant 9,7 semaines au total contre 23,6 pour l'Allemagne, 25,9 pour le Royaume-Uni, 30 pour l'Italie! "Comme je le dis depuis le début de cette crise, l'école n'est pas une variable d'ajustement, elle est fondamentale pour les enfants. [...] On voit les dégâts que cela fait quand ils n'ont pas école. Pour le monde, cette crise sanitaire peut être une catastrophe éducative, j'essaie d'épargner ça à la France. [...] Ça devient une exception française!"⁽²⁾ J.M. Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, ne cesse de s'enorgueillir du souci du gouvernement pour le bien-être de la jeunesse. Tout serait donc fait pour que les enfants et les adolescents subissent le moins possible les affres de la pandémie.

Évidemment, il y a derrière ces déclarations, une claire volonté, à peine dissimulée, de maintenir les parents au travail. Mais pour autant, l'inquiétude de la bourgeoisie face à la déscolarisation et aux souffrances qui l'accompagnent, est bien réelle. D'abord, parce que le désœuvrement est source de potentiel chaos social, particulièrement pour les jeunes les plus en difficultés, à l'image des rixes entre bandes qui se sont multipliées ces derniers mois. Ensuite, parce que la baisse du niveau scolaire signifie aussi une future génération moins apte au travail et donc moins compétitive pour le capital. Enfin, parce que la hausse des souffrances psychiques représente un coût à venir pour l'État.

Le paradoxe, c'est que, malgré cette volonté affichée de préserver les jeunes, toutes les décisions prises depuis le début de la pandémie, hormis le seul fait de maintenir les écoles ouvertes, n'ont été que dans le sens d'accentuer le mal-être et l'isolement. L'État est bien incapable de prendre des décisions rationnelles, d'anticiper,

1) "Écoles ouvertes par temps de Covid, "une exception française" controversée", *France 24*, (17 mars 2021).

2) "Jean-Michel Blanquer : les écoles ouvertes, "une exception française" dont il y a tout lieu d'être fiers", *France Inter* (2 mars 2021).

de se donner les moyens pour que l'Éducation nationale soit à la hauteur des enjeux de la pandémie.

Concrètement, depuis la rentrée de septembre, le protocole sanitaire est plus que léger et les moyens alloués pour cela, inexistant :

- Pas de recrutements supplémentaires, que ce soit pour encadrer les élèves aux interours ou pour remplacer les professionnels malades et absents. Conséquences : des lycées et collèges fonctionnent sans vie scolaire ou avec des salles de permanence pleines, faute de profs remplaçants ; des écoles qui restent ouvertes avec la moitié de l'effectif enseignant absent et non remplacé. Les élèves sont dispatchés dans les classes restantes déjà surchargées.

- Pas de moyens supplémentaires pour assurer le nettoyage et la désinfection des locaux, ni produits, ni moyens humains. Conséquence : les salles de classe ou encore les toilettes ne sont nettoyées parfois qu'une fois tous les deux jours, avec des classes qui changent de salles toutes les heures!

- Peu, voire parfois pas de gel hydro-alcoolique. Peu, voire pas de savons, ce qui était déjà le cas avant la pandémie. Accessibilité réduite, voire inexistante aux lavabos. Conséquence : le lavage régulier des mains devient très aléatoire, surtout dans les collèges et les lycées où les infrastructures ne sont pas du tout adaptées et le personnel manquant pour surveiller ces points d'eaux et les nettoyer.

- Une aération des locaux (prévus réglementairement toutes les 2 heures) très aléatoire, certaines salles n'ont d'ailleurs même pas d'ouverture possible.

- Absence totale de distanciation physique dans les cantines, alors que les restaurants sont fermés et les restaurants d'entreprises doivent prévoir 8 m² par personne déjeunant dans leurs locaux!

- Non-application des mesures de base d'isolement. Si à la télévision, le ministre affirme la rigueur des protocoles, sur le terrain, les pressions sont très fortes pour taire les cas de Covid dans les classes, pour nier l'existence des cas contacts, etc. Parce que l'école doit rester ouverte, coûte que coûte.

Le résultat de cette absence totale de moyens et de mesures sérieuses a été l'explosion des contaminations

dans toutes les écoles dès février 2021, à tel point que le gouvernement, après avoir maintenu durant des mois et contre toute vraisemblance que les enfants n'étaient pas contaminants, a dû se résoudre à fermer les établissements et mettre en place les cours à distance. D'ailleurs, cette "école virtuelle" a été, à elle seule, le symbole de l'incurie de la bourgeoisie. Le gouvernement a eu un an pour préparer son système scolaire et au premier jour de cours... tout a planté lamentablement! Serveurs saturés, absence d'ordinateurs pour les enseignants⁽³⁾ et les élèves, consignes inexistantes... mêmes les simples boîtes mails ne fonctionnaient pas! Face à ce fiasco ridicule, le ministre de l'Éducation nationale a osé invoquer une cyberattaque criminelle russe, confinant ainsi au grotesque.

Mais cette situation chaotique et désastreuse n'est pas le seul fruit de la politique actuelle de Macron et de son gouvernement. Elle résulte de 40 ans de plans d'austérité et d'attaques successives et de dégradations continues des conditions de vie et de travail, sous les gouvernements de droite comme de gauche, à l'Éducation nationale comme partout ailleurs. Et demain, les mêmes attaques se

3) Les enseignants ont reçu une prime dérisoire de 150 euros pour s'acheter le matériel nécessaire pour leur travail à la maison!



Le système éducatif écrase la jeunesse comme le lieu de travail écrase les salariés.

poursuivront.

La justification martelée par le gouvernement, les partis d'oppositions, les syndicats, etc., selon laquelle l'ouverture des écoles "à tout prix" limiterait les "inégalités sociales" relève de la pure hypocrisie. Le système éducatif au sein de la société capitaliste est justement le creuset de la reproduction des inégalités et de l'exploitation entre les classes sociales.⁽⁴⁾ Les salles surchargées, des journées oscillant entre 6 et 8 heures de cours quotidiens pour les élèves, le manque de personnel et de moyens de toute sorte, la logique de la concurrence et de la performance,

4) "Éducation : un conditionnement de la pensée au service du capital et de l'État", *Révolution internationale* n°466, (septembre-octobre 2017).

voilà la réalité de "l'école de la République". Une école qui ne vise qu'une seule chose : former des travailleurs adaptés aux rythmes industriels effrénés et des "citoyens" dociles et sans danger pour la pérennité de l'ordre social garant de l'exploitation. Comme l'affirmait l'un des fondateurs de l'école bourgeoise en France, Jules Ferry, dix ans après l'écrasement de la Commune de Paris dont il fut l'un des principaux acteurs, l'école doit avant toute chose inculquer une "morale d'État". Le système éducatif écrase donc la jeunesse comme le lieu de travail écrase les salariés. Il n'est en rien le lieu de "l'esprit critique" et de la diffusion épanouissante du savoir mais l'atelier de formatage de la domination capitaliste.

Ginette, 19 avril 2021

A LIRE SUR LE SITE INTERNET DU CCI

- **La pandémie du COVID-19 révèle le délabrement du capitalisme mondial**
- **La prise en charge de la santé dans la Russie des soviets**
- **Barbarie capitaliste généralisée ou Révolution prolétarienne mondiale (Tract international)**
- **Rapport sur la pandémie Covid-19 et la période de décomposition capitaliste (juillet 2020)**
- **Toutes les pandémies du passé étaient le produit de sociétés décadentes, celle de Covid-19 ne fait pas exception**
- **Covid-19 en Afrique : Du vain espoir de 2020 à la dure réalité de 2021**
- **Pandémie de Covid 19, assaut du capitole à Washington : deux expressions de l'intensification de la décomposition du capitalisme**

ISOLEMENT, SUREXPLOITATION, SOUFFRANCES PSYCHIQUES...

Le capitalisme est une torture pour l'humanité

Après des mois de *blackout*, le gouvernement, par la bouche du président Macron, a dû officiellement reconnaître l'ampleur de la détresse psychologique d'une grande partie de la population lors d'une visite, le 14 avril, à l'hôpital de Reims. La réalité, c'est une augmentation considérable de la consommation d'antidépresseurs (au point d'engendrer des ruptures de stock), des hospitalisations en psychiatrie et même des suicides.

Serge Hefez, responsable dans le service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, a ainsi affirmé le 31 janvier aux micros de *France Info* : "On est dans une vague en psychiatrie", n'hésitant pas à parler d'une population traumatisée. Concrètement, le recours aux urgences psychiatriques a augmenté de 40% en 2020, et la tendance est encore pire pour 2021.

Tel est le lourd tribut payé par toutes les couches de la société suite aux mesures prises par la bourgeoisie incapable d'endiguer la propagation du Covid-19 autrement que par l'enfermement et l'isolement. Cette situation est d'autant plus dramatique

que tout le secteur de la santé mentale, particulièrement l'hôpital psychiatrique, a été sacrifié depuis des décennies sur l'autel des "économies nécessaires". Les services de psychiatrie ressemblent aujourd'hui à des hospices du tiers-monde : manque de personnel criant et infrastructures délabrées. Ainsi, à Reims, lors de la visite du chef de l'État, le responsable du service de pédopsychiatrie a affirmé devant les caméras : "Il faudrait doubler, voire tripler les effectifs", précisant que les consultations avaient doublé depuis septembre! Dans ce service, il faut huit mois d'attente pour obtenir un rendez-vous... pour un enfant en souffrance!

L'aumône de 100 euros accordé par le chef de l'État, sous le nom de "chèques psy", aux étudiants les plus en détresse, au prix de démarches administratives infernales, est en fait une insulte au regard de la destruction de tout le système de soin qui se poursuit et de la paupérisation en cours des nouvelles générations précaires. La jeunesse est effectivement brutalement et particulièrement frappée par la situation. Le confinement, les couvre-feux successifs et la fermeture des universités, engendrent une

atomisation insupportable. Ajouter à cela, la disparition des "jobs étudiants", accroissant la précarité et mettant une bonne partie de la jeunesse devant des difficultés économiques insurmontables. Autant d'éléments qui affermissent la peur d'un avenir de plus en plus sombre.

L'isolement a également signifié, pour des dizaines de milliers de personnes âgées, mourir dans la solitude. L'interdiction d'accompagner ses proches en fin de vie est un traumatisme pour d'innombrables familles. C'est la funeste conséquence de l'absence de moyens humains et matériels dans les maisons de retraite délaissées depuis des décennies également. Il faut se rappeler des grèves menées par le personnel des EHPAD durant de très longs mois en 2018 parce qu'ils n'avaient pas la capacité de s'occuper dignement des pensionnaires. Ces milliers de morts dans la solitude sont la négation de ce qui a fondé l'humanité : accompagner vers le trépas, enterrer et honorer les défunts. Rien de tout cela aujourd'hui : on meurt seul et on enterre en catimini. Le capitalisme prouve une nouvelle fois qu'il est l'antithèse de ce que sont l'humanité et ses besoins.

Quant à ceux qui balancent entre deux âges et qui ont un emploi, ils ont subi une autre forme de torture : devoir monter dans des transports en commun bondés, protégés par le seul discours mensonger de l'État ("Dans les transports, vous ne craignez rien"); être obligés de travailler deux fois plus pour compenser le manque de personnels jusqu'à l'épuisement (dans les hôpitaux, les écoles, les bureaux, les supermarchés, partout...); voir sa vie réduite au plus strict "boulot-métro-dodo", le couvre-feu arrivant souvent avant la fin même de la journée de travail...

Le plus inacceptable est sans doute l'irrationalité et les contradictions des mesures adoptées par le gouvernement. Ne portez pas de masques/Portez un masque! Les enfants ne sont pas contaminants/Les contaminations explosent, on ferme les écoles! Cas contact : restez chez vous/Cas contact : impossible de se faire reconnaître comme tel par l'employeur! Faites-vous vacciner/Il n'y a pas de vaccin! On ne confinerait plus jamais/On reconfiner!, etc., etc.

Cette incurie, cette politique au jour le jour ("pragmatique", prétendent-ils) engendre une insécurité et

une incertitude permanentes particulièrement insupportables psychologiquement.

Cette incurie de la bourgeoisie, qui n'a aucun intérêt à engendrer ce chaos, elle le produit tout de même parce que son système est de plus en plus ingérable, révèle une nouvelle fois avec force que le capitalisme est décadent, qu'il n'a plus aucune perspective à offrir à l'humanité. Car au fond, c'est bien cette absence de perspective, ce *no future*, qui est le plus insupportable et effrayant.

L'idée grandit qu'après cette pandémie, ce sera une autre plaie : une nouvelle épidémie, l'accélération de la crise économique, la destruction accélérée de la planète, une catastrophe industrielle liée aux délabrements des infrastructures...

Il n'y a qu'un avenir possible pour mettre fin aux souffrances croissantes engendrées par ce système d'exploitation inhumain et obsolète : le développement de la lutte de classe, une lutte porteuse de solidarité, de liens sociaux et d'espoirs.

Jacques, 17 avril 2021

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

La bourgeoisie toujours plus vulnérable face au populisme

Comme partout, depuis l'irruption du Covid-19, la pandémie conditionne la vie politique de la bourgeoisie en la rendant plus difficilement gérable pour les gouvernants et pour les différents appareils politiques nationaux qui subissent de plein fouet le poids de la décomposition du capitalisme. Ceci est particulièrement vrai en France où, depuis le début de la pandémie, s'étale, sans discontinuer, l'incurie du gouvernement Macron. Sa gestion de la crise est ouvertement jugée calamiteuse par la presse bourgeoise et dénoncée comme un fiasco, voire un scandale d'État, par le grand public. Les partis traditionnels ont perdu leurs "recettes idéologiques" et leur attractivité d'antan qui leur permettaient de mystifier facilement les électeurs et les militants en leur promettant plus de "démocratie", d'"égalité", de "prosperité", etc. Aujourd'hui, ces slogans, dans la bouche de partis qui n'ont cessé d'accompagner la crise et dégrader les conditions de vie des exploités, n'ont plus aucune crédibilité.

Il leur reste cependant l'arme des gros mensonges et des "coups" (de communication) pour tenter d'accéder ou se maintenir au pouvoir. De fait, la vie des partis bourgeois ressemble de plus en plus à celle des mafieux défendant des intérêts claniques et des carrières personnelles. Ce n'est pas par hasard si Hollande a qualifié de "hold up" l'élection de Macron en 2017, car cela correspond à la mentalité de gangs du milieu politique de la classe dominante.

Les tendances au chacun-pour-soi se sont également renforcées avec la pandémie. Après quelques semaines d'"union nationale", les partis d'opposition ne pouvaient pas abandonner "l'espace médiatique" à Macron et ont tiré à boulets rouges sur le gouvernement à des fins strictement électoralistes, discréditant davantage son action. On a ainsi pu voir des barons locaux (présidents de Région, de Département...) s'opposer ouvertement aux mesures sanitaires du gouvernement, voire lui mettre des bâtons dans les roues, ajoutant ainsi à la cacophonie et au chaos logistique ambiant.

C'est avec le même état d'esprit que

les partis s'agitent aujourd'hui dans la perspective de la présidentielle de 2022 et ce, alors que la bourgeoisie se retrouve encore plus fragilisée qu'il y a cinq ans face au danger que fait peser sur les intérêts globaux du capital français, l'arrivée au pouvoir du *Rassemblement national* (RN), représentant des fractions les plus arriérées de la bourgeoisie française. En cela, les élections départementales et les régionales de juin 2021, alors que le risque épidémique est encore très élevé, visent à fourbir les armes pour tenter de repousser une nouvelle percée populiste dans le paysage politique de la bourgeoisie. Dès lors, les grandes manœuvres en vue des prochaines échéances électorales ont déjà commencé !

Quatre ans après sa victoire, le macronisme fragilisé

La bourgeoisie française avait su repousser le danger populiste avec la victoire de Macron et son mouvement *La République en Marche* (LREM). Mais le retour de bâton ne s'est pas fait attendre puisque cette fraction de l'appareil politique, très inexpérimentée, fait preuve d'un amateurisme effarant, enchaînant les erreurs politiques et les couacs avec des dissensions fréquentes à l'intérieur même du gouvernement. Des ministres s'écharpent jusque dans la presse sur des sujets aussi sensibles que la politique sanitaire ou les orientations économiques face à la crise, obligeant Macron à de sévères "recadrages" afin d'asseoir une autorité qu'il a encore du mal à imposer.

D'autre part, cette formation souffre d'un cruel manque d'implantation sur le territoire national, comme le soulignent les résultats des dernières municipales. Au niveau du parti, c'est l'effritement régulier des effectifs, y compris au parlement où pas moins de 45 députés ont quitté LREM en entraînant la perte de sa majorité absolue à l'Assemblée. Là encore, son allié du Modem a profité de l'occasion pour avancer ses pions et négocier des postes, comme son chef, François Bayrou, nommé Haut-commissaire au plan alors qu'il est encore sous le coup d'une mise en examen pour

"complicité de détournement de fonds publics"...

En somme, il y a bien un affaiblissement du camp Macron, ce qui ne va pas sans conséquences sur les perspectives électorales et la capacité de la bourgeoisie à maintenir au sommet de l'État les fractions les plus clairvoyantes de l'appareil politique qui sont confrontées à la tendance dominante au "dégagisme", au mécontentement et au désarroi des électeurs.

Le RN de Marine Le Pen à l'affût

Le RN, parti populiste notoire, s'est justement nourri du mécontentement suscité par la gestion de la pandémie, en particulier auprès de la petite bourgeoisie comme les commerçants, artisans et certaines professions libérales dont les activités subissent les effets négatifs des restrictions sanitaires (confinement, couvre-feu, perte de clientèle et de bénéfices...). Aussi, Marine Le Pen affine sa stratégie pour l'élection présidentielle, à commencer par gommer les aspects les moins "vendables" de son programme de 2017. Son nouveau discours s'en éloigne donc à plusieurs niveaux : par exemple pour les "accords de Schengen", Marine Le Pen dit maintenant "réfléchir dans le cadre d'un esprit européen"; pour la dette publique, elle est désormais pour son remboursement au nom de la responsabilité de l'État, et bien sûr, il n'est plus question d'abandonner la monnaie unique européenne. En clair, le RN vise à élargir son électorat en ciblant la droite "modérée".

Il faut dire que Macron est devenu lui-même un facteur actif de la montée en puissance du populisme. Dans son chemin de croix pour se maintenir au pouvoir, Macron n'hésite plus à reprendre les ficelles démagogiques de sa concurrente : "islamo-gauchisme", "séparatisme", "reconquête républicaine face à la délinquance", LREM reprend sans vergogne toutes les thématiques anti-immigrés du RN. Le sinistre ministre de l'Intérieur, Darmanin (qui en connaît un rayon en matière de délinquance, lui qui doit répondre de plusieurs plaintes pour viol et harcèlement), a même pu lancer nonchalamment à Le Pen : "Je vous trouve molle, un peu branlante".

Macron et son gouvernement multiplient également les *fakes news* les plus éhontées. LREM n'a ainsi hésité à colporter une étude complètement bidon plaçant la France au quatrième rang des pays les plus respectueux de l'environnement. Récemment encore, Macron affirmait mensongèrement que les épidémiologistes s'étaient trompés dans leur projection, alors que lui avait comme prédit l'avenir. Et que dire des statistiques arrangées comme il faut et des graphiques trompeurs que les ministres présentent chaque jour à la télévision pour donner à leur improvisation permanente une image "pragmatique" et "scientifique". Ce faisant, c'est au sommet de l'État qu'on alimente la méfiance à l'égard de la science très prégnante dans l'électorat du RN.

La bourgeoisie en panne d'alternative crédible

Si Macron n'est pas encore écarté de la course à la présidentielle, son affaiblissement représente un réel danger de voir Marine Le Pen entrer à l'Élysée, ce à quoi la plupart des fractions de la bourgeoisie se refusent, d'autant que l'exemple de Trump est encore dans tous les esprits. Mais la bourgeoisie a de plus en plus de mal à faire émerger un candidat alternatif pour contrer le populisme.

Les *Republicains* (LR) demeurent très fragilisés et courent après un leader rassembleur, mais personne n'arrive à faire consensus, à tel point que certains rêvaient d'un retour de l'ex-grand chef Sarkozy, jusqu'au 1^{er} mars dernier, date du verdict du tribunal correctionnel le condamnant à trois ans d'emprisonnement, dont un an ferme, pour délits de "corruption active et de trafic d'influence". Cette condamnation s'est immédiatement traduite par une recrudescence de la concurrence acharnée chez les prétendants de la droite à la présidentielle (que sont Bertrand, Retailleau, Wauquiez, Pécresse ou encore Barnier). Largement concurrencé par la politique mise en place par LREM, ce parti d'opposition file tout droit sur le terrain traditionnel du RN avec un discours de plus en plus sécuritaire, anti-immigrés, antimusulmans, etc. LR se trouve ainsi coincé entre

l'enclume macroniste et le marteau lepeniste.

Face aux perspectives électorales annonçant une nouvelle débâcle pour les partis de gauche, PS, EELV et les autres esquissent une nouvelle alliance pour tenter de sortir du coma dans lequel ils sont plongés depuis quatre ans. Dans ce contexte, un élément d'actualité a semblé accélérer le processus de l'union à gauche : le débat entre Darmanin et Le Pen se concluant par une "dédiabolisation" concrète de cette dernière par le ministre de l'Intérieur. Du coup, toute la gauche en tire argument pour affirmer que désormais Macron n'est plus un obstacle à l'arrivée du RN au pouvoir mais qu'il lui offre un boulevard. Depuis lors, divers sondages indiquent qu'une majorité des électeurs de gauche qui avaient voté Macron au deuxième tour en 2017 disent aujourd'hui qu'ils n'iront pas voter pour lui afin de faire barrage à Le Pen. De fait, la gauche semble avoir trouvé là un petit tremplin de circonstance pour tenter de se reconstruire. D'où la réunion organisée samedi 17 avril à Paris avec la participation d'une vingtaine d'organisations dont les résultats sont jugés "très positifs" par les porte-parole. L'issue de cette tentative d'union reste cependant incertaine tant les rancunes, les conflits d'égo et les ambitions sont également très tenaces à gauche.

En dernier recours, la bourgeoisie n'exclut pas, non plus, un scénario à l'italienne avec la construction d'attaches hétérogènes ou l'émergence d'une personnalité plus ou moins charismatique (comme Édouard Philippe) réunissant autour d'elle divers composantes de l'appareil politique. Mais la bourgeoisie est consciente qu'une telle solution ne ferait qu'accélérer les tendances à la perte de contrôle du jeu politique.

Ce branle-bas de combat démontre bien que la bourgeoisie tente de mettre toutes les cartes de son côté pour éviter une victoire de l'extrême droite, ce qui provoquerait une très forte instabilité politique et un approfondissement du chaos dans un des pays les plus développés d'Europe.

Fabien, 22 avril 2021

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : le socialisme ou le communisme, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais

de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.